



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Arrêté préfectoral DCPAT n°2023-105 du 18 juillet 2023, mettant en demeure la société AXA Réal Estate Investissement Managers Paris, gérante, représentant légal de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments, de respecter, au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) les dispositions du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, les conditions 1 du Titre I, 11, 12, 16, 17 et 27 de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005, pour les installations exploitées au 95 à 97, rue du Moulin Cage à Gennevilliers.

**Le préfet des Hauts-de-Seine,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment les articles L.171-6, L.171-8 et L.511-1,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal Gauci, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 – (NOR : DEVP1706393A),

Vu l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 réglementant l'activité d'entrepôt du bâtiment A de la société Foncière Europ Logistique située au 97/129, rue du Moulin de Cage à Gennevilliers classable sous les rubriques 1510/1 (Autorisation), 2910/A/2 et 2925 (Déclaration) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté PCI n° 2023-035 du 1^{er} mai 2023 portant délégation de signature à monsieur Pascal Gauci, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de l'arrondissement de Nanterre,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 6 avril 2023 constatant le non-respect :

- du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité, relatif à la détection automatique d'incendie,
- de la condition 1 du Titre 1 de l'article I de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité relatif aux prescriptions générales applicables à l'ensemble de l'établissement,
- des conditions 11 relative au compartimentage, 12 relative à la taille des cellules, 16 et 17 relatives aux issues et 27 du Titre II de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité,

Vu le rapport de la cheffe du département risques accidentels de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 26 mai 2023, faisant suite à la visite de l'inspection du 6 avril 2023 précité, et proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure

à l'encontre de la société AXA Réal Estate Investissement Managers Paris, gérante, représentant légal de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments, l'exploitant,

Vu le courrier en date du 26 mai 2023 de la responsable du département risques accidentels de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à la société AXA Investissements Managers Paris le rapport du 26 mai 2023 précité proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à son encontre et de la possibilité qui lui était donnée de formuler des observations, dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant,

Considérant que, lors de visite réalisée le 6 avril 2023 précité, l'inspection des installations classées a constaté que la mezzanine, composée de 2 niveaux dans la cellule occupé par la société Disticash, était toujours en place sans système de détection incendie dédié, en méconnaissance du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité,

Considérant que, lors de visite réalisée le 6 avril 2023 précitée, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les installations sont situées et aménagées conformément au dossier et plans présentées en date du 19 juin 2003.

Considérant que l'exploitant n'a pas présenté l'étude permettant de déterminer si la cellule ex «VIR » présentait une ouverture ayant pour fonction de diviser deux cellules, en méconnaissance de la condition 1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité,

Considérant que lors de la visite précitée, réalisée le 6 avril 2023, l'inspection des installations classées a constaté, le non-respect des conditions 11 relative au compartimentage, 12 relative à la taille des cellules, 16 et 17 relatives aux issues et 27 du Titre II de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité, à savoir que :

- l'exploitant n'a pas réalisé le bilan relatif à la conformité du site par rapport aux dispositions constructives,
- des percements ont été effectués dans les murs ou parois séparatifs,
- l'exploitant n'a été en mesure de préciser la situation de ses cellules et de se prononcer sur l'état des murs séparant celles-ci,
- une forte détérioration du mur séparant la cellule occupée par la société « Disticash » et la société « DPD » a été constatée à la suite de l'affaissement du sol,

Considérant que, lors de visite précitée réalisée le 6 avril 2023 précité, l'inspection des installations classées a constaté, qu'une porte servant d'issue de secours ne pouvait pas s'ouvrir par une manœuvre simple car elle était entravée par une barre de fer, en méconnaissance de la condition 17 de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005,

Considérant que, lors de visite réalisée le 6 avril 2023 précité, l'inspection des installations classées a constaté, que la fermeture automatique en cas d'incendie de la porte coupe-feu séparant la cellule, louée par la société « Distripacash », à la mezzanine située au-dessus du quai de chargement était maintenue ouverte par une cale et par conséquent que la fermeture automatique en cas d'incendie n'était pas assurée, en méconnaissance de la condition 11 (alinéa 4) du Titre II de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005,

Considérant que la société SCI Gennevilliers Logistics Investments exploite l'établissement sis au 95-97, rue du Moulin Cage, au Bâtiment A, à Gennevilliers,

Considérant que la société AXA Réal Estate Investissement Managers Paris est la gérante de la SCI Gennevilliers Logistics Investments, et donc son représentant légal,

Considérant que le non-respect de ces dispositions constitue des non-conformités notables,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

Article 1 :

La société AXA Investissements Managers Paris, représentée par son directeur, gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments est mise en demeure pour le site exploité au 95 à 97, rue du Moulin Cage à Gennevilliers de respecter les dispositions des articles 2 à 6 du présent arrêté.

Article 2 :

La société AXA Investissements Managers Paris, représentée par son directeur, gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments est mise en demeure de respecter, **dans un délais de 3 mois**, le point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité.

Elle devra mettre en place un système de détection incendie dédié et adapté dans les cellules comportant une mezzanine et en fonction du produit stocké et plus particulièrement dans la cellule occupé par la société Disticash.

Article 3 :

La société AXA Investissements Managers Paris, représentée par son directeur, gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments est mise en demeure de respecter, **dans un délais de 3 mois**, la condition 1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité.

Elle devra prendre des mesures afin d'aménager ses installations conformément au dossier d'autorisation et aux plans transmis le 19 juin 2003.

Elle devra également déterminer si la paroi de la cellule « VIR » présentant une ouverture a pour fonction de diviser deux cellules et mettre en œuvre, le cas échéant, les travaux nécessaire à sa mise en conformité.

Article 4 :

La société AXA Investissements Managers Paris, représentée par son directeur, gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments est mise en demeure de respecter, **dans un délais de 6 mois**, les conditions 11 relative au compartimentage, 12 relative à la taille des cellules, 16 et 17 relatives aux issues, 27 du Titre II de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité.

Elle devra prendre les mesures afin que :

- les parois séparant les cellules soit coupe-feu pendant une durée de 2 heures,
- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, soient rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à ceux exigés pour les murs séparatifs,
- les 8 cellules de l'entrepôt soient munies d'un système de détection incendie automatique et qu'elle puisse se prononcer sur l'état des murs séparant les cellules.

Elle devra, également :

- établir un plan de conformité du site par rapport aux dispositions constructives imposées,
- effectuer une étude FLUMILOG visant à déterminer les flux thermiques mis en jeu en cas d'incendie de l'établissement et justifier, le cas échéant, la suffisance du volume libre de la coursive comme obstacle à la propagation d'un incendie.

Article 5 :

la société AXA Investissements Managers Paris, représentée par son directeur, gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments est mise en demeure de respecter, **dans un délais d'un mois**, la condition 17 de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité.

Elle devra prendre des mesures afin que les cheminements d'évacuation du personnel et les issues de secours soient clairement banalisés, repérables en toutes circonstances et toujours maintenus libre d'accès, sur une largeur d'au moins 0.9 mètre.

Article 6 :

la société AXA Investissements Managers Paris, représentée par son directeur, gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments est mise en demeure de respecter, **dans un délais d'un mois** la condition 11 (alinéa 4) du Titre II de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-98 du 8 mars 2005 précité.

Elle devra prendre des mesures afin que les portes communicantes entre les cellules soient coupe-feu de degré 2 heures et qu'elles soient munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture des portes ne devra pas être gênée par des obstacles.

Article 7 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la société AXA Investissements Managers Paris gérant de la société SCI Gennevilliers Logistics Investments pourra être passible de sanctions administratives et pénales prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 9 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant de la société AXA Investissements Managers Paris.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 10 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la directrice adjointe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet


Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète,
secrétaire générale adjointe

Sophie GUIROY